

RAPPORT BUDGETAIRE 2026

Introduction :

Alors que le budget 2025 prévoyait 22 500 heures, au vu des heures réalisées, le budget 2026 a été établi sur un prévisionnel de 20 000 heures.

5 Auxiliaires de vie et 15 AD sont prévues pour la réalisation des interventions sur l'année. Une responsable de secteur, à temps plein, une assistante planning, à mi-temps, et des mutualisations, avec la Communauté de communes sur la paie, compta-qualité et direction RH composent l'équipe administrative. L'UNA Charente-Maritime Deux-Sèvres intervient également sur du temps mutualisé de direction (partie budgétaire).

Le budget est parti de l'extrapolation des dépenses 2025.

DEPENSES

Groupe 1 : 32 920 €

Les dépenses du groupe 1 sont estimées à la baisse par rapport au budget 2025, due :

- A une meilleure répartition des charges communes avec les autres occupants des locaux
- À une diminution des rémunérations des inter vacations (moins d'heures) ainsi que les déplacements clients évalués par rapport à l'activité 2025.

Groupe 2 : 720 671 €

Ce groupe est impacté par :

- 1 AVS en accident du travail, 1 AD en maladie ordinaire
- 1 AVS en PPR
- Augmentation de la cotisation CNRACL

Les postes de direction et comptabilité-paie sont sous-traités et mutualisés.

Groupe 3 : 46 400 €

Les charges inhérentes à ce groupe ont été ajustées en diminution sur des répartitions de charges communes, arrêt de l'assurance collaborateur et en augmentation sur les postes suivants :

- Frais de formation PPR pour 6 000 € (non réalisée en 2025).
- Maintenance informatique qui intègre un coût « Cybersécurité »
- Frais de gestion GCSMS (départ de 2 adhérents qui impacte le reste à charge des services restants)

Les dépenses totales pour 2026 sont budgétées à hauteur de 799 991 €.

RECETTES

Groupe 1 : 619 493 €

Le tarif retenu pour pouvoir être à l'équilibre est de **31.30 €** pour ce qui est des prestations relevant du Département. Concernant le tarif « caisse » et « sans prise en charge », il a été retenu à hauteur de 30 €. Le calcul de la participation usager sur l'APA s'est fait en partant de la facturation ASAPRO. Ceci donne une participation moyenne à 13.55 %.

Groupe 2 : 177 498 €

Ce groupe est principalement composé de remboursements de salaire et subventions (CTI, SEGUR, ...). Afin de pouvoir équilibrer le budget, une subvention des communes est budgétée pour 90 000 €. La dotation qualité contrairement aux autres années, est également incluse à hauteur de 48 000 €.

Groupe 3 : 3 000 €

Ce groupe est alimenté par la réintégration de la quote-part de subvention obtenue pour l'acquisition d'un véhicule de service à hauteur de 3 000.00 €.

Le total des recettes estimées s'élève à 799 991 €.

CONCLUSION

Comme l'an passé, nous constatons que le manque de candidats sur les postes d'intervenants à domicile freine le décollage des heures.

Un effort est fait par le CIAS pour réduire ses dépenses de personnel administratif. Le mi-temps assistante de secteur annoncé pour 2025 n'a pu se mettre en place. Il sera effectif sur 2026, la personne partant à la retraite au 31/12/2025. Son remplacement est bien prévu à mi-temps.

Toutefois, une intervenante en reconversion professionnelle (PPR) vient impacter les charges de salaires et le poste formation. Il en est de même pour une AVS qui est en accident du travail et une AD en maladie ordinaire.

Pour 2026, le service s'engage sur un chantier « cybersécurité » et sur un travail sur les exigences du référentiel HAS dans le cadre de la modernisation portée par l'UNA. Le service va également se doter de la solution WEB de son logiciel métier.

Le coût de revient s'élève à 30.97 €. Ce coût prend en compte la subvention des communes. Sans cela le service ne pourrait être à l'équilibre qu'à un tarif aux alentours de 35 € de l'heure prestées.